



## **Xavier BIOY**

*Professeur agrégé des Facultés de Droit  
Droit public<sup>1</sup>*


*Membre de l'Institut Maurice Hauriou  
Vice-Doyen de la Faculté de droit de Toulouse  
Membre du Conseil National des Universités  
Vice-Président du Conseil d'orientation de l'Espace Régional Ethique Occitanie  
Directeur des Masters « Droit des Libertés » et « Ethique – Soins et recherche »  
Responsable du DIU « Normes et religions »*



### Université Toulouse I - Capitole

Né le 10 juin 1973 à Boulogne sur mer (France), Situation de famille: Marié - 6 enfants

Professor Doctor Bioy, member and animator of the research team of constitutional law at the University of Toulouse 1 (Maurice Hauriou Institute), is a specialist of fundamental rights of the human person. He works primarily in the field of human rights on his body. He is the author of some books on this subject : The concept of human person in public Law (Dalloz, 2003); Fundamental Rights and Civil Liberties (Lextenso, 7 editions since 2011), BioLaw, Biopolicy and bioethics (Lextenso, 2016). He also publishes in the field of constitutional Law : The new objects of constitutional law (PUSST, 2005), The personal freedom (LGDJ, 2007), Constitution and responsibility (Lextenso, 2009), Constitutions, Justice and Democracy (L'Harmattan, 2010), The identity of public law (LGDJ, 2011), Entourages and roles on behalf of the executives" (Presses de Science-po, 2015), Constitutional Rights Case book (Dalloz, 2017). He also published on access to health care, environmental law, judicial institutions. He also develops analysis in the field of theory and philosophy of law. He wrote many articles about "biobanks" (Cord blood umbilical and stem cells), He managed a research about Biobanks of biological resources on research about Cancer.

Distinctions: Chevalier dans l'ordre des palmes académiques (2019) 

---

<sup>1</sup> Classe Exceptionnelle 1.

**I. TITRES**  
**UNIVERSITAIRES**

**Doctorat en droit**

Titre de la thèse : *Le concept de personne humaine en droit public. Recherche sur le sujet des droits fondamentaux*

Membres du jury : M. Denys de Béchillon (rapporteur, Pau), Mme Catherine Labrusse-Riou (Paris I), M. Bertrand Mathieu (Paris I), M. Jean-Marie Pontier (rapporteur, Aix-Marseille III), M. Henry Roussillon (Directeur de la recherche), M. Jean-Pierre Théron (Toulouse I).

Lieu de soutenance : Université des sciences sociales - Toulouse I Date de soutenance : 22 décembre 2001

**DEA de Droit Public fondamental, Université Toulouse I.**

**DEUG Droit, Licence et Maîtrise en droit public, Université Toulouse I.**

**Diplôme de l'IEP de Toulouse.**

**II. CURSUS**  
**UNIVERSITAIRE**

Juin 2006 : **Admis au premier concours national d'agrégation en droit public, au rang de deuxième.**

Années universitaires 2002/2005 : Maître de conférences en droit public. Université des sciences sociales - Toulouse I (Admissible au premier concours national d'agrégation en droit public en 2004)

Années universitaires 1997/2001 : Doctorat en droit. ATER en droit public à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse (1999-2001)

Année universitaire 1995/1996 : DEA de Droit Public fondamental, Université Toulouse I.

Année universitaire 1994/1995 : Maîtrise en droit public. Université Toulouse I, mention Bien.

=> Lauréat de la Faculté de droit.

Juin 1991 : Baccalauréat. Série Economique et Sociale, mention Bien.

### III. RECHERCHE

#### A. CONTRATS DE RECHERCHES

Direction

- Codirecteur du projet **COVALIB** Acceptabilité des restrictions aux libertés en contexte pandémique (2021-2023), GIP Mission droit et justice.
- Directeur du programme **Neurosciences et droits fondamentaux**, Région Midi-Pyrénées, Appel à projets transdisciplinaire en SHS 2016, Montant alloué : Contrat doctoral + 7 000 euros
- Directeur du programme **Espace public et Libertés**, Région Occitanie, Appel à projets transdisciplinaire en SHS 2017, Montant alloué : Contrat doctoral + 7 000 euros
- Directeur du programme **TUBA, *Public regulation in Tumor Banks***, Projets Initiatives d'excellence IDEX UNITI « Actions Thématiques Stratégiques (ATS) 2014», UNIVERSITE FEDERALE TOULOUSE MIDI-PYRENEES, Montant alloué : 124 000 euros (dont un contrat postdoctoral)
- Directeur du programme **CORRECT (Collections de Ressources biologiques En Recherche contre le Cancer à Toulouse)**, Région Midi-Pyrénées, Appel à projets transdisciplinaire en SHS, 2015, Montant alloué : 12 000 euros
- Directeur du programme **BIP (Interventionnisme public dans le domaine des biobanques)**, Région Midi-Pyrénées, Appel à projets transdisciplinaire en SHS 2014, Montant alloué : Contrat doctoral + 15 000 euros
- Directeur du programme **EXPELIB (Expérimentation locale et les libertés fondamentales)**, Région Midi-Pyrénées, Appel à projets transdisciplinaire en SHS 2015, Montant alloué : Contrat doctoral + 15 000 euros
- Participation au projet ANR (France) : **Néo ou rétro – constitutionnalismes** - Lectures et relectures des mutations de la démocratie constitutionnelle (1990-2010), resp. O. Cayla, J-L Halpérin, EHESS, aspects Droit constitutionnel et bioéthique, 2012-2014

#### Participations à projets

- Participation au projet Agence Nationale de la Recherche (Espagne) : **La relación jurídica dignidad humana-derecho fundamental** – Université de la Rioja, resp. R. Chueca, achevé en 2015.

- Participation au Programme financé par la Commission européenne dans le cadre du programme «Droits fondamentaux et citoyenneté» : **Rights On The Move-Rainbow Families in Europe (Coordinator, Alexander Schuster University of Trento)** Rédaction d'un rapport relatif à l'Assistance médicale à la procréation dans les jurisprudences européennes, 2014.

## **B. TRAVAUX : OUVRAGES, CHRONIQUES, NOTES, ARTICLES,**

### **Ouvrages** | Manuels :

1. *Droit de la santé*, avec Anne Laude et Didier Tabuteau, PUF, Thémis, 2020, 4ème éd. (Troisième partie : Droit de la bioéthique et des biotechnologies), pp.533-678.
2. *Droits fondamentaux et libertés publiques*, Lextenso-Montchrestien, Collection Cours, première édition juin 2011 ; 7<sup>ème</sup> éd. Sept. 2022, Préf. J.-P. Costa), 1017 p.
3. *Protection des droits et libertés fondamentaux et grand oral*, (avec M. Attal), Larcier, coll. Les métiers du droit, 2013, 257 p.

### Monographies :

1. *Biodroit De la biopolitique au droit la bioéthique*, Lextenso-LGDJ, coll. Systèmes, 2016, 175 p.
2. *Le concept de personne humaine en droit public. Recherche sur le sujet des droits fondamentaux*, Nouvelle bibliothèque de thèses, Dalloz, Paris, 2003, tome 22, 913 pages.

### Directions d'ouvrages collectifs

1. *Public Regulation of Tumor Banks (Establishment, Heritage Status, Development and Sharing of Human Biological Samples)*, Springer, 2018, 221 p.
2. *La régulation publique des centres de ressources biologiques – L'exemple des tumorothèques*, Les Etudes hospitalières, 2018, 418 pages.
3. *Le Règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'Exécutif*, Sous la direction de Jean-Michel EYMERI-DOUZANS, Xavier BIOY & Stéphane MOUTON, Presses de Sciences Po, 2015, 876 pages

### Chapitres d'ouvrages

1. *Les grands arrêts du droit des libertés fondamentales*, X. BIOY, L.BURGORGUE-LARSEN, P. DEUMIER, E. DREYER, X.DUPRE de BOULOIS (coord.), A. MARTINON, R. TINIERE, Dalloz, Grands arrêts, 2017, pp. 234-424 (18 commentaires en droit constitutionnel), Seconde éd. 2019.
2. Chapitre « La personne humaine », in *Précis de culture juridique*, sous la dir. De F-X Lucas et Th. Revet, LGDJ, 3 éditions depuis 2017, pp. 125-133
3. Chapitre « Liberté corporelle et droit de la bioéthique », in *Le grand oral du CRFPA*, sous la direction de S. Guinchard, Lextenso-Montchrestien, 2019 (chaque année depuis 2012) (60 pages)

**Direction d'Actes de colloques :**

1. *Répartition des compétences juridictionnelles et protection des libertés*, sous la direction de Xavier Bioy, Emilie Debaets et Julia Schmitz, Ed. Varenne, 2020.
2. *Droits constitutionnels du vivant : approche comparée de nouveaux objets du droit constitutionnel : bioéthique et environnement*, Ed. Mare et martin, 2019, 318 p.
3. *Le Président de la Cinquième République et les libertés*, codirigé A. Laquière, F. Rouvillois, Th. Rambaud, CNRS éd., collection Alpha, 2017.
4. *L'identité des tribunaux administratifs – Colloque du soixantième anniversaire des tribunaux administratifs 28-29 octobre 2013*, avec P. Idoux, R. Moussaron, H. Oberdorff, A. Rouyère, Ph. Terneyre, LGDJ-Lextenso, coll. Grands colloques, 2014.
5. *Parité et égalité, une nouvelle approche de la démocratie*, Dir. (avec M.-L. Fages), PUTC-Lextenso, 2013, 271 p.
6. *Constitutions et santé*, Hors série de la *Revue de droit sanitaire et social*, 2013 (avec A. Laude et B. Mathieu)
7. *La personnalité juridique – Traditions et évolutions*, (Direction de l'ouvrage), Presses de l'Université Toulouse Capitole et Lextenso éd., 2013.
8. *Questions sur la question 1 – Le réflexe constitutionnel*, Bruylant 2012 (avec X. Magnon, W. Mastor, S. Mouton)
9. *Faut-il adapter le droit des campagnes électorales ?*, avec P. Esplugas, Lextenso-Montchrestien, collection Grands colloques, février 2012.
10. *L'identité du droit public*, LGDJ-Presses de Toulouse Capitole, 2011, 310 p.
11. *Constitutions, Justice et démocratie*, codirection F. Hourquebie, L'Harmattan, 2011, 480 p.
12. *Constitution et responsabilité, Actes du colloque de Toulouse*, Coll. Grands colloques, Montchrestien, 2009 (269 p.), Conclusions, M. Troper.
13. *La liberté personnelle : une autre conception de la liberté ?*, Actes du colloque de Toulouse de mai 2005, (co-dirigé par H. Roussillon), Préface de Bruno Genevois, Synthèse de Bertrand Mathieu, PUSST, 2006, 156 p.

14. *Les nouveaux objets du droit constitutionnel*, (avec H. Roussillon et S. Mouton), PUSST, 2005, conclusions M. Verpeaux.

## **Chroniques**

**2012-2018 Direction de la chronique de l'IMH « Actualité des autorités administratives indépendantes dans le domaine des libertés fondamentales » revue *Les petites affiches* : (responsabilité transférée à Mmes Schmitz et Amalric ; IMH en 2018).**

- 23/09/2013,190, page(s) 6-11,
- 01 avril 2014 n° 65, P. 6
- n°222, 6 nov. 2014, pp. 8-15,
- premier semestre 2015, 12 octobre 2015, n°203, p. 5 ;
- Second semestre 2015, 27 avril 2016 n°84 ;
- Janvier - juin 2016, Petites affiches - 14/12/2016 - n° 249 - page 4 ;
- Second semestre 2016 et un peu plus..., 19/06/2017, 121, page(s) 7-21.

**2009-2020 Direction et rédaction de la chronique « Santé et bioéthique » de la Revue « Constitutions » (Dalloz), commentaires d'actualités législative et jurisprudentielle, 20 000 signes).**

### **n°1, oct. 2009**

La loi HPST (Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires) et la Décision du Conseil constitutionnel (n° 2009-584 DC, JO du 22 juillet 2009, p. 12244).

Le processus de révision de la loi « bioéthique »

Rôle du médiateur de la République dans le domaine de la santé

Cour de cassation, chambre criminelle, 24 février 2009, Bulletin criminel 2009, N° 45 :

TGI Rennes, 15 oct. 2009

Cour d'appel de Paris (30 avril 2009 N°09/09315)

Tribunal constitutionnel du Portugal rendue le 3 mars 2009 5 Plénière, 03-03-2009, 101/09, Cour suprême du Canada, le 26 juin 2009 (A.C. c. Manitoba (Directeur des services à l'enfance et à la famille), [2009] A.C.S. n°30, 2009 CSC 30, 31955

### **n° 2, mars 2010**

Processus de révision de la législation bioéthique

décret du 29 janvier 2010 relatif aux conditions de mise en œuvre et de limitation ou d'arrêt des traitements

Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients

CCNE, avis n°108, publié le 10 décembre 2009

Cass. Civ. 1ère, 28 janvier 2010, n° 09-109927

Cass. crim., 27 octobre 2009, n° 09-8205

CE, 18 janvier 2010 (n° 335359),

Royaume-Uni, Arrêt du 30 juillet 2009, House of Lords, [2009] UKHL 45, R. vs Director of Public Prosecutions

### **n°3, juillet 2010**

C.C., Décision n° 2010-2 QPC du 11 juin 2010 (Mme Viviane L.)

Cass. Civ. 1ère, 14 janvier 2010 (n° 08-21683)

Cass. Civ. 1ère, 31 mars 2010, n° 09-11803

C.E., 1 avril 2010, n° 335753

CEDH, 1er avril 2010, n° 57813/00, S.H et a. contre Autriche

CCNE, 6 mai 2010, par son avis n° 110 relatif aux problèmes éthiques soulevés par la gestation pour autrui

#### **n°4, oct. 2010**

Décision n° 2010-8 QPC – 18 juin 2010 (Époux L.)

Décision n° 2010-25 QPC du 16 septembre 2010 (M. Jean-Victor C.)

Cour de cassation, chambre civile 1, 16 septembre 2010, N° de pourvoi: 09-67456

#### **n°5 Janvier 2011**

Conseil constitutionnel, Décision n° 2010-68 QPC du 19 novembre 2010, Syndicat des médecins d'Aix et région

Conseil constitutionnel, Décision n° 2010-71 QPC du 26 novembre 2010, Mlle Danielle S.

#### **n°6 Juillet 2011**

L'inconstitutionnalité du régime de l'hospitalisation d'office et son impact sur la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques (CE, 6 avril 2011, M. Abdellatif A, N° 346207 ; Cour de cassation, Civ. I, 8 avril 2011, n° 10-25354 ; CE, 27 mai 2011, Mme. A. n° 330267 ; CC, 9 juin 2011, n°2011-135/140 QPC, M. Abdellatif B. et autres)

Nouvelles décisions relatives aux suites de la loi « anti-perruche » (article L. 114-5 du code de l'action sociale et des familles, CE, Ass., 13 mai 2011, Mme Lazare, n° 329290, à mentionner aux Tables ; CE, Ass., 13 mai 2011, Mme Delannoy et autre, n° 317808, à mentionner aux Tables).

Rémunération des médecins et libre choix du médecin par le patient (CE, 20 mai 2011, Conseil national de l'ordre des médecins, N° 347098)

#### **n°7 Septembre 2011**

LOI n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique

**n°8 Janvier 2012** Décision n° 2011-173 QPC du 30 septembre 2011 - *M. Louis C. et autres* (relative aux conditions de réalisation des expertises génétiques sur une personne décédée à des fins d'actions en matière de filiation), Décision n° 2011-175 QPC du 7 octobre 2011 - *Société TRAVAUX INDUSTRIELS MARITIMES ET TERRESTRES* et autres (relative à la contribution au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante).

**n°10 Septembre 2012** Les ressources biologiques devant le Conseil constitutionnel à propos de la décision n° 2012-249 QPC du 16 mai 2012, *Société Cryo Save France* (Prélèvement des cellules du sang de cordon ou placentaire ou des cellules du cordon ou du placenta) ; Boire ou choisir... à propos de la décision n° 2012-253 QPC du 8 juin 2012 M. Mickaël D. (Ivresse publique)

**n°15 décembre 2013** « A la recherche de l'embryon... », à propos de la décision n° 2013-674 DC du 01 août 2013, Loi tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires, *Constitutions, Juillet-septembre 2013, n° 2013-3, p. 443-453*

**Mars 2014 Accès aux services de santé et libertés économiques, à propos de trois décisions du Conseil constitutionnel** (19 décembre 2013 - Décision n° 2013-682 DC Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 ; 23 janvier 2014 - Décision n° 2013-686 DC Loi relative aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, établissements et services de santé ; 31 janvier 2014 - Décision n° 2013-364 QPC Coopérative GIPHAR-SOGIPHAR et autre [Publicité en faveur des officines de pharmacie], *Constitutions, Mars 2014*

**Juillet-Sept. 2014** Chronique Santé et bioéthique, Commentaires : Décision n° 2014-373 QPC du 4 avril 2014 (Société Sephora), Décision n° 2014-389 QPC du 4 avril 2014 (Syndicat national des médecins biologistes), *Constitutions, Juillet-Sept. 2014, n°3, pp. 381-389*

**N°1 janvier-Mars 2016** « L'objectif de protection de la santé publique sort renforcé de l'examen constitutionnel de la « loi Touraine », note sous CC, 21 janvier 2016, n° 2015-727 DC, *Loi de modernisation de notre système de santé*, p. 125- 138.

1. « L'interdiction de recevoir des libéralités pour les membres des professions de santé devant le Conseil constitutionnel », note sous Cons. const., décision n° 2022-1005 QPC, du 29-07-2022, 10-10-2022 - JCP G Semaine Juridique (édition générale) - N° 40 - p. 1820-1823
2. Adaptation du service aux convictions religieuses des usagers : le "oui mais" du Conseil d'Etat au burkini, note sous CE référé, 21-06-2022, Cne de Grenoble, n° 464648, 19-09-2022, *AJDA*, N° 30 - p. 1736-1742
3. « Refus de soins vitaux, vingt ans après », note sous Conseil d'Etat, 22 mai 2022, n°463713, 12-09-2022, *AJDA*, N° 29 - p. 1693-1699
4. « Liberté d'information et contrôles de police, note sous Cons. const., 24-11-2021, n° 2021-948 QPC », 02-05-2022, *AJDA*, N° 15 - p. 885-890 « Droit à la sécurité et compétence de la loi », note sous Cons. const., 12-03-2021, déc. n° 2020-889 QPC, 07-06-2021, *AJDA*, N° 20 - p. 1156-1161
5. « La conscience voilée de l'avocat – note sous Civ. 1, 02-03-2022 n° 20-20.185 », *L'Actualité juridique. Droit administratif*, N° 18, 2022, p. 1056
6. « Confier à l'Intérieur les libertés du dehors ?, note sous Conseil d'Etat, 10 juin 2021, *Syndicat national des journalistes*, n° 444849, *AJDA*, n°, sept. 2021, p. et 05-07-2021 - JCP G Semaine Juridique (édition générale) - N° 27 - p. 1317-1324
7. « Liberté de culte et pandémie », Note sous CE, 29 novembre 2020, *Association Civitas, Conférence des Evêques de France, Mgr. Aupetit et autres*, n°446930, 446941, 446968, 446975, *AJDA* 2021. 632 — 22 mars 2021
8. « Caméras thermiques et surveillance sanitaire, quel régime ?, Note sous CE, Ord. Réf., 26 juin 2020, *Ligue des droits de l'Homme*, n°441065 », *AJDA*, n°44, déc. 2020, p. 2568-2575.
9. « Pouvoir réglementaire et confinement en état d'urgence sanitaire, Note sous CE, 22 juillet 2020 », *M. B... et Association de défense des libertés constitutionnelles*, n°440149, *AJDA*, n°42, déc. 2020, p. 2444-2450.
10. « Usage des drones par la police et données personnelles - Pixéliser l'espace public ?, Note sous CE, Ord. Réf., 18 mai 2020, *Association La quadrature du net, Ligue des droits de l'Homme*, » n°s 440442, 440445, *AJDA*, n°27, 2020, 3 août, 1552-1559.
11. « Le droit d'accès aux soins en contexte pandémique », note sous CE, Ord. Réf. 15 avril 2020, *Association coronavictimes et autres*, n°439910, *AJDA*, n°26, 27 juillet 2020, pp.1487-1496
12. « Manifestations et recours à la force publique ; le choix des armes », note sous Conseil d'Etat, 24 juillet 2019, *Ligue des droits de l'homme, Confédération générale du travail*, n° 427638 », *AJDA* 2020, n°8, p. 473.
13. « Arrêt des traitements en fin de vie : le Conseil d'Etat face aux lacunes de la loi du 2 février 2016 (note sous, CE, 6 décembre 2017, 1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> chambres réunies, *UNAFTC*, n°403944 et CE, Ord. Rêf., 5 janvier 2018, *Mme. B et M. D....*, n° 416689 », *AJDA*, 19 mars 2018, 10, page(s) 578-586.
14. « Le Conseil constitutionnel et l'arrêt des traitements médicaux ou les sophistes face à la mort de Socrate - A propos de la décision n° 2017-632 QPC du 2 juin 2017 (Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés) », *AJDA* 2017. 1908



15. « Moi aussi, aujourd'hui, je rentre chez moi... », (obs. sous Cour const. b., arrêt no 153/2015 du 29 octobre 2015, Loi légalisant l'euthanasie pour les mineurs), *Revue Trimestrielle des droits de l'Homme*, Bruxelles, n° 107, 2016, pp. 775-800.
16. « Dans toute la mesure du possible... à propos de l'alimentation halal en prison – note sous CE, 10 février 2016 », *AJDA* n°20, 2016, p. 1127-1133
17. « Affaire Dieudonné : l'unisson franco-européen, Note sous CE, 10ème et 9ème sous-sections réunies, 9 novembre 2015, Association générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française chrétienne (AGRIF), et Société les éditions de la plume/M. M'Bala M'Bala, N°s 376107-376291 et CEDH, 10 novembre 2015, Décision, Dieudonné M'BALA M'BALA contre la France, Requête n°25239/13, *AJDA* 2015, n°43, p. 2404-2410.
18. « IVG III », la convenance plutôt que la détresse. A propos de la décision du Conseil constitutionnel, n° 2014-700 DC du 31 juillet 2014, Loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, Février 2015, N° 5 du Journal de médecine légale, Vol. 57 et N° 3 de la série « E » Droit, Santé et Société, Vol. 1, p. 7.
19. « Le bon, le juge et le document », note sous Conseil d'Etat, 19 février 2014, Ministre de l'économie et des finances c/ Société Speed Rabbit Pizza, *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, 01/12/2014, 48, page(s) 15-19.
20. « L'hospitalisation sans consentement devant le Conseil constitutionnel », *RFDC* 2011, n° 88, p. 844.
21. « Santé publique : la nécessité du contrôle de la nécessité de l'hospitalisation sans consentement ; Note sous Conseil constitutionnel, 26 novembre 2010, décision numéro 2010-71 QPC », *Gaz. Pal.*, 29/6/2011, 180-181, page(s) 12-13
22. « La judiciarisation de l'hospitalisation sous contrainte – note sous CC, 26 novembre 2010, 2010-71 QPC, *Danielle S.* », *AJDA*, 2011, n°3, p. 174.
23. « Refus de concours de la force publique pour une expulsion : ordre public et dignité, Note sous TA Toulouse, 23 octobre 2009, *Gilles C* », *AJDA* 2010, p.448.
24. « L'occupation des universités et les libertés - note sous TA Toulouse 13 avril 2006 », *AJDA*, 26 juin 2006, p. 1281.
25. « Le tabagisme est un domaine propice au développement de nouveaux principes relatifs aux libertés - Note sous CE, 8 sept. 2005, *Bunel* », *Recueil Dalloz*, 12.01.2006, n°2, Jur. p. 124.
26. "L'arrêt Vo contre France, une lecture publiciste (Note sous Cour Européenne des droits de l'homme, 8 juillet 2004)", *RDP*, 2005, n° 5, p. 1417-1446.
27. Entrées, « Débat public », « Emeutes », « Publicité », in *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'Homme*, C. Laurent-Boutot, Y. Lécuyer, D. Tharaud (Dir.), Pedone, 2022.
28. Entrée « Biosolidarité ou corps solidaire », in *Dictionnaire des biens communs*, sous Dir. M. Cornu, F. Orsi et J. Rochfeld, PUF, 2017, pp. 130-134.
29. Entrée « Pouvoir judiciaire en Amérique latine », in *Les Amériques, TOME II, de 1830 à nos jours*, sous la dir. De M. Bertrand, J-M Blanquer, A. Coppolani et I. Vagnoux, Robert Laffont, coll. Bouquins, nov. 2016, pp. 484-490.

30. Entrée « Pouvoir exécutif en Amérique latine » in *Les Amériques, TOME II, de 1830 à nos jours*, sous la dir. De M. Bertrand, J-M Blanquer, A. Coppolani et I. Vagnoux, Robert Laffont, coll. Bouquins, nov. 2016, pp. 300-308
31. Entrée « Avortement », dans le *Dictionnaire des Droits de l'Homme* sous la direction de Stéphane Rials, Frédéric Sudre, Jean-Pierre Marguénaud, Hélène Gaudin, Joël Andriantsimbazovina, PUF, 2008.

### **Droits fondamentaux**

#### **Articles**

32. « Censure artistique et libertés en droit public français », in S. Saunier (Dir.), collection "Colloques et Essais" de l'Institut Louis Joinet – IFJD, 2023, p. 51-63.
33. « Artistic Censorship and Freedoms in French Public Law”, *International Journal of Legal Information (jli)*, April 2022. Published online by Cambridge University Press: 29 September 2022
34. « La loi confortant le respect des principes de la République et la liberté d'expression », 25-10-2021, N° 36 - p. 2084-2093
35. « Quelles libertés sont protégées par la liberté d'enseignement ? » (avec P. Egéa), *RFDA* avril-mai 2021, n°2, pp. 219-226.
36. « Les limites du renoncement aux droits fondamentaux », in N. Jacquinet (Dir.), *Le renoncement en droit public*, Presses de l'Université Toulouse Capitole – Lextenso éd., 2021, pp. 147-174.
37. « Les enjeux de la répartition des compétences juridictionnelles pour la protection des libertés aujourd'hui : quelles spécificités ? » in Répartition des compétences juridictionnelles et protection des libertés, sous la direction de Xavier Bioy, Emilie Debaets et Julia Schmitz, Ed. Varenne, 2021.
38. « L'alinéa 11 du Préambule de la Constitution de 1946 et le principe de dignité de la personnes humaine », *Politéia* n°37, 2020, 199-209.
39. « L'Intelligence Artificielle en santé : quel statut juridique pour l'IA ? Quels enjeux éthiques ? », in N. Degrove-Valdeyron et Isabelle Poirot-Mazères, *Télémedecine et intelligence artificielle en santé : quels enjeux pour l'Union Européenne et les États membres ?*, Cahiers Jean Monnet, n° 5, 18 mai 2020, Presses de l'Université Toulouse Capitole et Lextenso ed., pp. 131-155
40. « Le cas de la liberté personnelle » (avec M. Glinel), in *L'effet utile*, sous la Direction de M. Carpentier et S. Mouton, Programme QPC 2020, site internet du Conseil constitutionnel.
41. « Le principe d'uniformité des droits et libertés fondamentaux », in *Mélanges en l'honneur du professeur M. Verpeaux*, Dalloz, 2020, 519-529
42. « Faut-il parler de « droits humains » plutôt que de « droits de l'homme » ? Retour sur le sujet des droits fondamentaux », in *Mélanges en l'honneur du professeur D. Rousseau*, LGDJ-Lextenso, 2020, pp. 591-601
43. « Portrait robot de l'« homme fiché », in *Les fichiers de police*, sous dir. E. Debaets, A. Duranthon, M. Sztulman, Ed. Fondation Varenne, 2018, pp. 21-29.

44. « L'individualisme dans le contentieux des droits de l'homme », in *Refonder les droits de l'homme – Des critiques aux pratiques*, sous Dir. S. Touzé et E. Dubout, Pedone, 2019, pp 153-181.
45. « La Cinquième République a-t-elle enfin une constitution ? - Réflexions, en forme de bilan, au regard de l'article 16 de la Déclaration de 1789 », in *Les 60 ans de la Constitution 1958-2018*, sous dir. D. Chagnollaud, Dalloz 2018, pp 219-235.
46. " Des libertés publiques aux droits fondamentaux ", in *La Constitution de la Ve République - 60 ans d'application (1958-2018)*, Sous Dir. Ph. Blachère, LGDJ, 2018, pp. 443-459.
47. « Le juge administratif et les libertés face à l'état d'urgence », in *Cinquante ans de contentieux publics, Mélanges B. Pacteau*, Mare et Martin, 2018, pp. 121-137.
48. « Le droit au respect des biens et le logement des plus démunis », in *Les droits de l'homme à la croisée des droits - Mélanges F. Sudre*, Lexis-Nexis, 2018, pp.53-63.
49. « Qu'appelle-t-on droits fondamentaux? », *Politeia*, 30, Dossier constitutionnel : Les droits et libertés fondamentaux, horizon indépassable du droit constitutionnel ?, page(s) 215-226 01/12/2016
50. « Territoires et identité de la personne », *Revue du droit public* - 01/07/2017 - n° 4 - page 873
51. « L'eupéanisation des droits issus du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, Dignité, solidarité, égalité et travail », in *La constitution européenne de la France* sous dir. Hélène Gaudin, Thèmes et commentaires, Dalloz, 2017, pp.
52. « Corps humain et dignité », *Cahiers de Recherche sur les Droits Fondamentaux*, PU de Caen, n° 15, 2017, p. 11 -17
53. « Soft Law et Autorités administratives Indépendantes compétentes dans le domaine des droits fondamentaux », in *Soft Law et Droits fondamentaux*, Actes du colloque des 4 et 5 février 2016, sous la direction de Mihaela Anca Ailincă, Pedone, Publications de l'Institut international des droits de l'homme, 2017, p. 221-241.
54. « Protéger la religion sans la liberté de religion ? », in *Politeia*, numéro spécial "Laïcité et démocratie", 29/2016.
55. « Le contrôle de l'état d'urgence par les autorités administratives indépendantes », *Journal du droit administratif*, Revue numérique en ligne, Dossier « état d'urgence », avril 2016 (<http://www.journal-du-droit-administratif.fr/?p=276>).
56. « Le juge gardien des intérêts objectifs du droit : une rupture dans l'histoire des droits et libertés fondamentaux ? », Jordane ARLETTAZ, Julien BONNET (dir.), *L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux - Du juge des droits au juge du droit ? - Actes du colloque du 12 décembre 2014*, Collection des "Publications de l'Institut International des droits de l'homme", Pedone, Paris, 2015
57. « Les sources européennes de la dignité de la personne humaine », in *La dignité au regard du droit*, Sous la direction de Joël-Benoit d'Onorio, Tequi, 2015, p.66
58. « Dignidad humana y derecho fundamental : Francia et Espana », in *Dignidad humana y derecho fundamental*, R. Chueca (Dir.), Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid, 2015.
59. « Protéger les droits des "non publics de l'action publique" », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, 23/02/2015, 8, page(s) 347-350

60. « Droits sexuels et identité personnelle », in *Santé sexuelle et droits humains : un enjeu pour l'humanité*, Editions De Boeck /Solal, sous la direction de Joëlle Mignot et Thierry Troussier, UNESCO, 2015.
61. « Solidarité et bioéthique », *Revue européenne de droit public*, vol. 26, 1/2014, pp. 97-123
62. « Le statut du cadavre – Point de vue du publiciste » (avec D. Fallon), in *Traité des nouveaux droits de la mort*, sous dir. Mathieu Touzeil-Divina, Magali Bouteille-Brigant & Jean-François Boudet, Ed. L'Epitoge-Lextenso, 2014, pp. 233-247.
63. Fascicule « Conv. EDH : Liberté d'expression et de la presse (art. 10) », Répertoire de droit européen Dalloz, juin 2014 (22 p), rééd. Juillet 2018.
64. « Le droit à la personnalité juridique », in *La personnalité juridique – Traditions et évolutions*, (Dir. X. BIOY), Presses de l'Université Toulouse Capitole et Lextenso éd., 2013 et *Revue Droits fondamentaux* (en ligne)
65. « Existe-t-il un standard de l'autonomie de l'individu ? », in Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux, *Les cahiers de l'Institut Louis Favoreu*, n°2, 2013, pp.73-88.
66. "La protection renforcée de la liberté d'expression politique dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme", *Revue Les cahiers du droit*, Vol. 53, n° 4, Liberté d'expression : enjeux et menaces, Laval, Québec, décembre, 2012, p. 738.
67. « Le concept de dignité », in *La dignité saisie les juges en Europe*, sous la direction de L. Burgorgue-Larsen, Bruylant, Droit et Justice, 2011.
68. « La liberté de faire campagne », in X. Bioy, P. Esplugas (Dir.), *Faut-il adapter le droit des campagnes électorales*, Lextenso-Montchrestien, 2012, pp. 69-86.
69. « Le statut des restes humains archéologiques - Commentaire de la loi du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections », *RDP* 2011, n°1, page(s) 89-111.
70. « (Constitution...), responsabilité et droits fondamentaux », in *Constitution et responsabilité, Actes du colloque de Toulouse*, X. Bioy (Dir.), Coll. Grands colloques, Montchrestien, 2009 (269 p.), p. 239.
71. « Approches constitutionnelles du droit à la vie », in *Le droit eu respect de la vie au sens de la CEDH*, M. LEVINET (Dir.), Bruylant, 2010, p.93.
72. « L'ambiguïté du concept de non-discrimination », in *Le droit à la non-discrimination au sens de la CEDH*, sous la direction de Frédéric Sudre et Hélène Surrel, IDEDH, Bruylant, Droit et justice, n° 81, 2008, pp. 51-84.
73. "La dignité : questions de principes", in *Justice, éthique et dignité*, Cinquièmes entretiens D'Aguesseau, sous la direction de H. Pauliat et S. Gaboriau, Presses de l'Université de Limoges, 2006, pp. 47-86.
74. "L'identité de la personne devant le Conseil constitutionnel", *RFDC*, n°65, janvier 2006, pp. 73-95.
75. "Dignité et responsabilité", in *La dignité de la personne humaine ; recherche sur un processus de juridicisation*, sous la direction de S. Henneville-Vauchez et C. Girard, PUF, Droit et justice, 2005, pp. 191-212.

76. "Le préambule comparé", in *La France face à la Charte des droits fondamentaux de l'Union*, sous la Direction de L. Burgorgue-Larsen, Bruylant, Coll. Du CREDHO, Tome 8, 2005, pp. 91-121.
77. "Le libre développement de la personnalité en droit constitutionnel, essai de comparaison (Allemagne, Espagne, France, Italie, Suisse) ", *Revue Internationale de Droit Comparé*, N°1 - 2003, pp. 123-147.

## 2. Santé, biodroit et bioéthique

78. « Constitutionnalisme et universalisme de la bioéthique » in *Annuaire international de justice constitutionnelle XXXVII-2021*
79. « Le droit constitutionnel de la bioéthique en France » in *Annuaire international de justice constitutionnelle XXXVII-2021*
80. « Vaccination obligatoire et droits fondamentaux », Ecole d'été de la Chaire UNESCO "Éthique, Science et Société" – Quelle éthique des sciences en temps de pandémie ?, *Droit santé et société*, 2022, ESKA (éd.).
81. « La CEDH et la bioéthique », in *Les 70 ans de la CEDH*, O. Delas et (Dir.) Peter Leuprecht, numéro spécial de la Revue québécoise de droit international, 2020, pp.135-155.
82. « La loi de bioéthique 2021, plus sociétale que jamais », 27-09-2021, AJDA, N° 32 - p. 1826-1836
83. « La bioéthique du juge Pinto de Albuquerque. A propos de deux opinions séparées relatives à la vie privée et familiale », in *Droits de l'Homme*, P. Pinto de Albuquerque Paulo (Dir.), Lexis-Nexis, 2020, pp. 254-265.
84. « Recherches sur les cellules souches, précisions relatives aux statuts l'embryon et de l'espèce humaine », *RGDM* 2020, Avril, n°74, pp. 75-98.
85. « Neurosciences et sujet de droit : quel avenir pour l'autonomie de la personne ? », in B. Bévière-Boyer, A. Marais, D. Dilbie (Dir.), *La révision de la loi Bioéthique (Cycle de conférences à la Cour de cassation)*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2020, pp. 99-121
86. « Le droit et les recherches génétiques sur l'enfant à naître », in Bérengère Legros "*De la procréation médicalement assistée élargie à la procréation améliorée. Vers l'ébranlement de certains interdits ?*", LEH, 2018, pp. 269-289.
87. « Le droit de la santé et la dignité de la personne en droit constitutionnel français », in *La constitutionnalisation de la santé en France et en Italie*, F. Jacquolot et I. Ciolli (Dir.), *Politéia*, n°37, juin 2020.
88. « Quels droits de l'Homme pour l'humain « programmé » ? », *Journal International de bioéthique et d'éthique des sciences*, Vol. 29, sept. 2018, n°3-4, pp 109-126.
89. « Signification de la racine « bio », l'exemple du « biodroit ». », in *Droit(s) du bio*, Sous la direction de Mathieu Touzeil-Divina & Hélène Hoepffner, LGDJ, Ed. L'épitoqe, 2018.
90. « Une approche par les grands principes : Droits de l'Homme et bioéthique, entre universalité et pluralisme », in *Droit international et européen des droits de l'Homme et bioéthique*, Dir. Catherine Gauthier, Sébastien Platon et David Szymczak, Pedone, 2018.

91. « Les interventions non thérapeutiques sur le corps humain – synthèse du colloque », *Droit de la famille*, juin 2018, 6, page(s) 41-44.
92. « La gouvernance de la recherche sur l'embryon » (avec E. Rial-Sebbag), *Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences*, 2017, vol. 28, n° 4, pages 55 à 76.
93. « Ethique et politique de santé, allocation de ressources, sang de cordon et placentaire, cellules souches », in Ch. Byk (Dir.), *Manuel francophone d'étude de cas cliniques en bioéthique*, MA Ed. ESKA, 2016, pp.95-106.
94. « La Cour européenne des droits de l'homme et l'assistance médicale à la procréation », *Mélanges en l'honneur de Claire Neirinck*, LITEC, 2015, p. 429.
95. « Les enjeux des nouvelles technologies appliquées à la santé en Europe », in Actes du colloque « Santé et nouvelles technologies en Europe », *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, n°108, oct. 2014, pp. 5-10
96. « Solidarité et bioéthique », *Revue européenne de droit public*, vol. 26, 1/2014, pp. 97-123
97. « Le corps solidaire », *Journal International de Bioéthique*, 2014/2 (Vol. 25), p. 178
98. *L'embryon de Machiavel*, A propos de la recherche sur l'embryon humain et du « biopouvoir », In *Le pouvoir, mythes et réalité, Mélanges H.Roussillon, Tome I*, pp.121-138, Presses de l'Université Toulouse 1 – Capitole, 2014.
99. « La loi relative au mariage pour tous et la bioéthique », *RFDA* 2013, p.970- 978.
100. « Vers un statut juridique des androïdes », *Journal International de bioéthique*, 2013, Vol. 24, Dossier Les robots et la vie, p. 85-98
101. « The use of the notion of Humanity in french Law », in *Journal International de bioéthique*, 2015.
102. « L'autorisation de la recherche sur l'embryon : évolution ou révolution ? » (avec E. Rial-Sebbag), *AJDA* 2013, p. 2204.
103. « A la recherche de l'embryon », *Constitutions* 2013, p. 443- 453.
104. « L'évolution de la recherche sur l'embryon, une question de principe » (avec E. Rial-Sebbag), *LPA* 6/12/2013.
105. « Rareté et biobanques » in *Santé et rareté*, sous la Dir. De J.-F. Calmette, PUAM, 2013, p. 220.
106. « L'apparition timide du droit de la santé dans le champ de la QPC », *Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, 2013, 39, page(s) 264-269
107. « Le droit fondamental à l'accès aux soins en Europe. Vers un standard de conciliation entre libertés économiques et droits du patient ?, *Revue des affaires européennes*, 2011/03, L'Europe à l'heure des patients.
108. « Le droit d'accès aux soins : droit fondamental ? », in *L'accès aux soins*, sous la Direction d'I. Poirot-Mazères, LGDJ-PUSST, 2011, p.45.
109. « La gouvernance des Centres de ressources biologiques », in *Droit et nouvelles technologies*, éd. Lextenso, 2011, P-J Delage (Dir.)
110. « Le sang de cordon ombilical et ses banques », *Cahiers de droit de la santé du sud-est, Les éléments et produits du corps humain* (n° 12), 2011.

- 111. « Vers une politique publique des biobanques », *RDSS* 2010, n°5, p. 885
- 112. « Droit constitutionnel, bioéthique et vie privée », in *Droit constitutionnel et vie privée, Recueil des cours de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel*, Vol. XVII, AIDC, Tunis, 2008, pp. 103-178.
- 113. "Les crimes contre l'espèce humaine", in *Bioéthique, biopolitique et biodroit* sous la direction de S. Henneville-Vauchez, LGDJ, Coll. Droit et société, 2006, pp. 101-119.

### **3. Institutions judiciaires**

- 114. « Le juge judiciaire dans la doctrine de la séparation des pouvoirs », in *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, J. Arlettaz et J. Bonnet (Dir.), Mare et Martin, 2020.
- 115. « Judicial Independence: Constitutional Principle or Human Right? », In *Judicial Power in a Globalized World, Liber Amicorum Vincent De Gaetano*, Springer, 2019, pp. 63-73.
- 116. « L'émergence d'une troisième fonction constitutionnelle : la faculté d'empêcher juridictionnelle », in S. MOUTON (Dir.), *Le régime représentatif à l'épreuve de la justice constitutionnelle*, Lextenso, coll. Grands colloques, 2016, 23 pages
- 117. « L'erreur de la justice vue du droit public », in *L'erreur en droit public*, sous la Dir. de Ariane VIDAL-NAQUET, PUAM, Collection : Droits, pouvoirs & sociétés, 2015, p. 150.
- 118. « Juge et apparence physique », in *Juges et apparences*, Sous la Direction de Nathalie Jacquinet, LGDJ-Presses d'UT1 Capitole, 2011, pp. 23-53
- 119. « Justice et démocratie, matières à Constitution ? », in *Nouvelles questions sur la démocratie*, sous la direction de B. Mathieu et D. Rousseau, Dalloz, 2010, Thèmes et commentaires, p. 31 (avec F. Hourquebie).
- 120. « La responsabilité du pouvoir juridictionnel » in SEGUR (Ph), dir., *La protection des pouvoirs constitués*, Bruxelles, Bruylant 2007, pp. 191-213.
- 121. " A propos de la réforme de la justice. Sur l'institution des Commissions de recours contre les classements sans suite ", *Revue des sciences criminelles et de droit pénal comparé*, n°2, 2001, pp. 341-357.
- 122. " L'institution judiciaire sous la Vème République : de la logique administrative du service public appliquée à une autorité constitutionnelle ", *Revue de la recherche juridique - Droit prospectif*, 1999, n°4, pp. 1091-1134.

### **4. Droit des collectivités territoriales**

- 123. "Le droit de l'outre-mer à la recherche de ses catégories. A propos de la Loi d'orientation du 13 décembre 2000", *Revue de la recherche juridique - Droit prospectif*, 2001, n°4, pp. 1785-1811.

## 5. Droit constitutionnel

124. "La souveraineté populaire et les juridictions supranationales", in *Etat de droit et démocratie* – Colloque au Sénat Dir. B. Mathieu et B. Retailleau, Ed. du Sénat, 2022, 87-97.
125. « La souveraineté dans la théorie de l'Etat en France, un état des lieux », In *Souveraineté européenne : du discours politique à une réalité juridique*, François-Vivien Guiot (Dir.), Mare-Martin, 2022, *Horizons européens*, pp. 47-71.
126. « La santé dans la séparation des pouvoirs », *RDSS*, n° hors-série *La défiance en santé*, 2021, pp.
127. "La Cinquième République a-t-elle enfin une constitution ? Réflexions, en forme de bilan, au regard de l'article 16 de la Déclaration de 1789", in *Les 60 ans de la Constitution, 1958-2018*, Sous Dir. D. Chagnollaud et B. Montay, Dalloz, 2018, pp. 219-231.
128. « Synthèse » in D. Fallon, *Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité* ; Presses de l'Université de Poitiers, 2017.
129. « Le traitement contentieux de la santé en droit constitutionnel », in *Constitutions et Santé – Actes du colloque du 14 juin 2013*, *RDSS*, n° hors-série 2013, pp. 45-67.
130. « La transgression de la séparation des pouvoirs », in J.-J. SUEUR et P. RICHARD, *La transgression*, Bruylant, 2013, p. 205-225.
131. « L'usage de l'idée de nature en droit constitutionnel », in *Le droit, de quelle nature ?* sous la direction de Dominique Rousseau et Alexandre Viala, Montchrestien, 2010.
132. « Constitution et risques liés au vivant », in *Constitution et risque*, sous la direction de P. Mabaka, L'Harmattan, 2010.
133. " La puissance de la Loi en question", en collaboration avec Ph. Raimbault, in *La puissance publique à l'heure européenne*, sous la direction de Ph. Raimbault, Dalloz, Etudes et commentaires, 2006, pp. 99-136.
134. " Les (r)évolutions du droit constitutionnel : propos introductifs", (en collaboration avec S. Mouton), in *Regards critiques sur quelques (r)évolutions récentes du droit*, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, Coll. De l'Institut Fédératif de Recherche " Mutation des normes juridiques ", 2005, p. 543.
135. « L'environnement comme nouvel objet du droit constitutionnel », in ROUSSILON (H.), BIOY (X.), MOUTON (s.), dir., *Les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, 2005, p. 543-s.
136. " Vie et environnement, éléments constitutionnels de comparaison ", POLITEIA, Les cahiers de l'AFAAIDC (Revue de droit constitutionnel comparé), " Droit à la vie, droit à la mort, un droit constitutionnel ? ", 2003, n°3, pp. 141-160.

## 6. Droit administratif des biens



137. " La propriété éminente de l'Etat ", *Revue Française de droit administratif*, 2006, n°5, p. 963-980.

### **7. Approches théoriques du droit**

138. "A Hermeneutic Reading of Law and Legal Theory: Regarding Paul Ricœur", avec Thomas Escach-Dubourg, in *Meta-theory of Law*, Mathieu Carpentier (Dir.), ISTE Ltd - WILEY, 2022, pp. 235- 265.
139. « Juger en droit public positif, l'éclairage d'Hannah Arendt après Kant », in *Etat du droit et état des libertés, Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Turpin*, LGDJ, 2017, pp. 393-408.
140. « L'évaluation, source de nouvelles normativités », in Delphine DERO et Aurore ANNAMAYER (Dir.), *L'évaluation en droit public*, Presses de l'Université d'Auvergne, 2015
141. « La signification du terme "recherche", dans le champ de la science juridique », in *La recherche juridique vue par ses propres acteurs*, Bertrand Sergues (dir.), 2016, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, LGDJ - Lextenso Editions, Actes de colloques de l'IFR | 23, p. 19-29
142. « Les libertés, le pouvoir, l'État dans la pensée de Maurice Hauriou : une dialectique en mouvement ? », in Alonso (Ch.), Schmitz (J.), Duranthon (A.), *La pensée du doyen Maurice Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, PUAM, 2015, p.
143. « La qualification, approches théoriques », in *Les affres de la qualification*, sous la dir. De Marc NICOD, Lextenso - Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2015 et *Diritto Pubblico*, 2015, n°2, p. 4.
144. « Commentaires sur la note de Maurice Hauriou sous l'arrêt CE, 30 nov. 1923, Couitéas » in Touzeil-Divina M. (dir.), *Miscellanées Maurice Hauriou*, Editions l'Epitoge, 2014, pp. 335-354.
145. « L'usage du concept de "personne" en droit », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif*, 2013, page(s) 2171-2177.
146. « Notions et concepts en droit : interrogations sur l'intérêt d'une distinction... », in *Les notions juridiques*, sous la direction de Guillaume Tusseau, Economica, 2010, p.21.
147. « Le concept de dignité », in *La dignité et les juges en Europe*, sous la direction de L. Burgorgue-Larsen, Bruylant, 2010.
148. « La personne humaine dans l'œuvre de Maurice Hauriou », *Mélanges en l'honneur de J.-A. Mazères*, Lexis-Nexis, 2009.
149. « Qu'appelle-t-on « droits fondamentaux » ? », (actes du colloque « Les droits fondamentaux, horizon indépassable du constitutionnalisme ? ») *Politèia* n° 30, automne 2016, p. 215.

### **8. Divers**

150. "Thomisme et laïcité, actualité d'une conception de la place de la religion dans le droit de la République française", *Mélanges Christian Laviaille*, Presses de l'Université de Toulouse, 2020, pp.61-73
151. « Censure et opéra », in *Entre opéra et droit*, M. Touzeil-Divina (Dir.), LexisNexis, 2020, pp. 269-272.

152. Commentaire du discours de René Cassin lors de la réception du Prix Nobel de la Paix en 1968, in *Les grands discours de la culture juridique*, n°38, Dalloz, 2<sup>ème</sup> éd. 2020, pp. 469-483.
153. « Le Diplôme interuniversitaire « Normes et religions », un témoignage, *Mélanges Bruno Sire*, Presses de l'Université de Toulouse, 2020.
154. Préface à la thèse de Marc Sztulman, « La biométrie saisie par le droit public – Etude sur l'identification et la localisation des personnes physiques », LGDJ – Bibliothèque de droit public 305, 2019.
155. « La querelle des "sources", vers la recomposition des disciplines juridiques? », *Annales de l'Université Toulouse 1 Capitole*, Tome LVII, 2016-2017, pp. 41-54.
156. « Du texte à l'action, Jean-Arnaud Mazères et l'herméneutique », in *Le(s) droit(s) selon et avec Jean-Arnaud Mazères*, Ed. L'Epitoge-Lextenso, 2016, pp. 41-49.
157. « L'enjeux des qualifications dans l'affaire Vincent Lambert », UTELIB, Publication en ligne sur le site l'IFR « Mutation des normes juridiques »
158. Préface à la thèse de Damien Fallon *L'abstention de la puissance publique et la garantie des libertés fondamentales*, Lextenso-Presses de l'UT Capitole, 2014.
159. « Compte-rendu du colloque relatif à l'identité des tribunaux administratifs », *Lamy Droit public des affaires*, Bulletin d'actualisation décembre 2013.
160. Corrigés in *Droit constitutionnel. Méthodologie et sujets corrigés*, Les annales du droit, sous la direction de M. Verpeaux, Dalloz, Editions 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017.
161. « La nouvelle appréhension de l'enseignement du droit constitutionnel », in X. Bioy, W.Mastor, X. Magnon, S. Mouton, *Le réflexe constitutionnel*, Bruylant, 2012.
162. « Modalités d'instruction et influence sur le processus décisionnel », (avec D. FALLON) in dossier Le droit au logement opposable, *Les cahiers du GRIDAUH, série Droit de l'habitat*, n°21, 2011, p. 30.
163. « Le projet de canceropole grand-sud-ouest », *Cahiers Droit, science et technologies*, CNRS éditions, 2010, n°3, p.293.

#### **Autres travaux** et « vulgarisation »

**Tribune** « Qu'est-ce que la recherche en droit ? La réponse du Conseil d'Etat », *L'Actualité juridique. Droit administratif*, N° 40, 2022, p. 2265

Participations au **blog du Club des juristes** (8 billets 2019-2022 relatifs à la laïcité et au droit de la santé)

**Interviews** *France culture* (recherches sur l'embryon, 2019), *Libération* (état d'urgence sanitaire, 2020), *France info* (vaccinations), AFP, TV5 monde, ToulEco, Le Figaro web....

Deux **corrigés** de dissertations pour l'ouvrage de préparation au concours de l'Ecole Nationale de la Magistrature, Ellipses, 2005, M. Segonds (Dir.) : " Le droit à un environnement sain " ; " L'Union européenne et les droits fondamentaux "

"De la transcendance des droits à celle de l'homme. **Hommage au Doyen Georges Vedel**", *Droit écrit*, n°3, 2001, pp. 5-6.

*Le juge administratif statuant seul*, **Mémoire de DEA** Droit public fondamental, 1997, 203 pages.

*La part du droit dans le malaise de la magistrature judiciaire en 1993*, Mémoire de fin d'études, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 1993, 80 pages.

#### **Direction de dossiers :**

164. « La loi de bioéthique 2021 », 27-09-2021, AJDA, N° 32, 5 contributions
165. « Droit constitutionnel et bioéthique » in *Annuaire international de justice constitutionnelle 2022* (coordination et introduction de 6 interventions en droits étrangers).

#### **Communications à des colloques et conférences**

1. « Patrimoine et bioéthique », Colloque *Droits et patrimoines*, Cécile Regourd (Dir.), Grenoble 16 novembre 2022.
2. « Comment enseigner dans un Etat laïc ? », Colloque *La laïcité, limite à la liberté de religion ?*, Poitiers, Céline Lageot et Fabien Marchadier, 17 oct. 2022.
3. « Quel avenir pour les objections de conscience des soignants, entre résistance et résilience ? », Colloque national annuel des espaces éthiques régionaux, CCNE, *L'éthique entre résistance et résilience*, 12 octobre 2022, Limoges
4. « Donner la personnalité juridique à la mer Méditerranée ? », Colloque *Droit(s) de la mer Méditerranée*, Naples, 13-14 oct. 2022.
5. « Libertés versus santé », colloque *Les mouvements du droit de la santé*, Ass. Fr. Dt de la santé, 28-29 septembre 2022, Paris.
6. « Droit à la vie et droit à la santé », *Constitution et crise du Covid*, Colloque Association Française de Droit Constitutionnel, 10 juin, 2022.
7. « La vulnérabilité, limite à l'autonomie juridique du patient ? » in *L'autonomie en santé au prisme de l'universalisme et des cultures*, Ecole d'été de la Chaire UNESCO "Éthique, Science et Société", 7 et 8 juin 2022.

8. « Existe-t-il un principe de liberté dans notre droit ? », Colloque *La liberté, études théologiques et juridiques*, 14-16 juin 2022, Dir. Ch. Menges-Le Pape, Montauban.
9. “La souveraineté populaire et les juridictions supranationales”, in *Etat de droit et démocratie* – Colloque au Sénat Dir. B. Mathieu et B. Retailleau, Ed. du Sénat, 3 janvier 2022.
10. « Censure artistique et libertés en droit public français », Congrès, 39th Annual Course of the International Association of Law Libraries, 15 septembre 2021, en ligne.
11. « Vaccination obligatoire et droits fondamentaux », Ecole d’été de la Chaire UNESCO “Éthique, Science et Société” – Quelle éthique des sciences en temps de pandémie ?, les 22 et 23 juin 2021, Anne-Marie Duguet, Emmanuelle Rial-Sebbag, Guillaume Rousset, Laurent Ravez (Dir.).
12. « CEDH et biodroit », in *La Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales : un instrument vivant. Célébration du 70e anniversaire de la CEDH*, Université de Lorraine, Nancy (en ligne), 18 juin 2021
13. « Le droit constitutionnel à la vie et la crise sanitaire Covid », colloque AFDC *Constitution et crise sanitaire*, 11 juin 2021, en ligne
14. « La santé dans la séparation des pouvoirs », Colloque Association de droit de la santé, *La Défiance*, 27 mai 2021, en ligne.
15. « La loi confortant le respect des Principes de la République et la liberté de culte », Assises de l’Islam de France, Préfecture de région Occitanie, 27 mai 2021.
16. « L’édition du génome comme amélioration de l’humanité ? », Colloque « Le transhumanisme à l’ère de la médecine améliorative », Chaire pour la paix, Université de Caen, 10 et 11 mai 2021
17. Conclusions, Colloque *Les conditions d’incarcération sous le contrôle des juges : éléments d’actualité*, 29 avril 2021, Montpellier (J. Bonnet, M. Afroukh, P-Y Gadhoun).
18. « Quelles prérogatives sont protégées par la liberté d’enseignement ? », Colloque Fondation Kairos, Institut de France, 9 mars 2021 (avec P. Egéa).
19. « Embryon et intégrité de l’espèce humaine : quelles normes juridiques ? », 5 mars 2021, Séminaire d’embryologie, Université Toulouse.
20. « La décision médicale n’est pas que médicale », Conférence CHU de Toulouse, Séminaire éthique et décision, sous Dir. L. Bujan et N. Nasr, 12 décembre 2019.
21. « Accessibilité et handicap », in « Handicap et droit », Colloque sous la direction de Sarah Torricelli-Chrifi et Bérénice De Bertier-Lestrade, 22 novembre 2019, Toulouse.
22. « Les limites du renoncement aux droits fondamentaux », in N. Jacquinet (Dir.), *Le renoncement en droit public*, Toulouse 10-11 octobre 2019.
23. « La souveraineté dans la théorie de l’Etat en France, un état des lieux », In *Souveraineté européenne : du discours politique à une réalité juridique*, François-Vivien Guiot (Dir.), 27-28 septembre 2019

24. « Neurosciences et droit : quelle évolution pour le sujet de droit ? » - Cycle Droit et bioéthique 2019, 28 mars 2019, Organisé par la Cour de Cassation et le CRDP de l'Université Paris 8-Vincennes-St Denis
25. « Le droit de la santé et la dignité de la personne en droit constitutionnel français », in *La constitutionnalisation de la santé en France et en Italie*, F. Jacquolot et I. Ciolli (Dir.), 21 mars 2019, Saint-Etienne.
26. « La justice dans le projet de révision constitutionnelle 2019 », in *Justice(s) et Constitution*, vendredi 22 février 2019, Journée nationale de l'Association Française de Droit Constitutionnel.
27. « Quels enjeux pour les libertés dans la détermination des compétences juridictionnelles ? », in *Libertés et répartition des compétences juridictionnelles*, jeudi 17 janvier 2019, Toulouse, colloque IMH.
28. « Le juge judiciaire dans la doctrine de la séparation des pouvoirs », in *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, vendredi 30 novembre 2018, Organisé par les enseignants-chercheurs des Universités de Montpellier - CERCOP et de Toulouse 1 Capitole - Institut Maurice Hauriou
29. « QPC et santé », in *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés dans les différents champs du droit : un bilan*, Université de Nantes (K. FOUCHER), jeudi 11 octobre 2018.
30. « Le droit et les recherches génétiques sur l'enfant à naître », colloque international pluridisciplinaire "*De la procréation médicalement assistée élargie à la procréation améliorée. Vers l'ébranlement de certains interdits ?*", Lille, 24 mai ou le 25 mai 2018.
31. « Signification de la racine « bio », l'exemple du « biodroit ». », in *Droit(s) du bio*, Sous la direction de Mathieu Touzeil-Divina & Hélène Hoepffner,
32. Synthèse du colloque « Les interventions non-thérapeutiques sur le corps humain », Evry, 9 février 2018.
33. « L'individualisme dans le contentieux des droits de l'homme », *Colloque Refonder les droits de l'homme – Des critiques aux pratiques*. 18 janv 2018, Centre de recherche sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire (CRDH) de l'Université Panthéon-Assas, sous Dir. S. Touzé et E. Dubout.
34. « L'eupéanisation des droits issus du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, Dignité, solidarité, égalité et travail », in *La constitution européenne de la France* sous dir. Hélène Gaudin, Toulouse 21 septembre 2017.
35. « Quels droits de l'Homme pour l'humain « programmé » ? », *Colloque Citéthique*, Espace Régional Ethique Occitanie, Toulouse, 8 septembre 2017.
36. « Une approche par les grands principes : Droits de l'Homme et bioéthique, entre universalité et pluralisme », Colloque Droit international et européen des droits de l'Homme et bioéthique, 1<sup>er</sup> et 2 juin 2017, Bordeaux, Dir. Catherine Gauthier, Sébastien Platon et David Szymczak.
37. « Herméneutique et droit constitutionnel », in *Quelle théorie(s) pour quel droit constitutionnel demain ?*, sous dir. S. Mouton et X. Magnon, Toulouse, 29-30 sept.2016

38. « Dignité et propriété sur le corps humain », in *Liberté, Propriété et corps humain*, sous dir. A. Cayol et E. Camus, Caen, 14 octobre 2016
39. « Quelle définition pour les droits fondamentaux ? », in *Les droits fondamentaux sont-ils l'horizon indépassable du constitutionnalisme*, Association française de droit constitutionnel, Lyon, 21 octobre 2016.
40. « Le juge administratif, les libertés et l'état d'urgence », intervention lors de la rentrée solennelle du Tribunal administratif de Toulouse, 9 septembre 2016.
41. « Protéger la religion sans la liberté de religion ? », in "*Le sens de la laïcité, le vrai défi de la démocratie*", sous dir. H. Mouannes, Centre universitaire de Tarn-et-Garonne mercredi dernier 13 avril 2016
42. « Soft Law et Autorités administratives Indépendantes compétentes dans le domaine des droits fondamentaux », in *Soft Law et Droits fondamentaux*, Grenoble 4 et 5 février 2016, Dir. M. Ailincai.
43. « La réforme du Tribunal des conflits », Conférence-formation auprès des magistrats de la Cour suprême de Thaïlande, Bangkok, Décembre 2015
44. « Aborder l'éthique en juriste », Journée d'études Espace Régional d'Ethique Midi-Pyrénées (EREMIP) sur la formation à l'éthique, UT1, 5 novembre 2015
45. « La gouvernance de la recherche sur l'embryon », in *Regards croisés sur l'embryon 40 ans après la loi Veil*, Toulouse, 27 novembre 2015
46. « Le droit au respect des biens et le logement des plus démunis », in *Le droit au respect des biens publics*, Toulouse, 4 et 5 mai 2015
47. Synthèse du colloque " Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité", Poitiers, 20 avril 2015, Centre de droit public.
48. « Le Président de la Vème et l'autonomie personnelle », in *Le Président de la Cinquième République et les libertés », colloque à l'Institut de France, Paris, 22 et 23 février 2015.*
49. « L'émergence d'une troisième fonction constitutionnelle : la faculté d'empêcher juridictionnelle », in *Le régime représentatif à l'épreuve de la justice constitutionnelle*, Toulouse, 9-10 octobre 2014.
50. Responsable de l'atelier « Demandes en fin de vie » (avec R. Aubry), au colloque national des Espaces éthiques régionaux, Toulouse, Centre Pierre Baudis, 17 mai 2014.
51. « L'évaluation, source de nouvelles normativités », in *L'évaluation en droit public*, 16 mai 2014, Université Paris Descartes.
52. « Territoire et identité », in *Le Territoire*, Colloque Sénat, Paris, 26 juin 2014, sous la Présidence de J-P Bel.
53. « L'accès aux soins comme droit fondamental », in *Les inégalités d'accès aux soins*, Ecole européenne d'été de droit de la santé, Toulouse 1, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2014.
54. « Le déficit d'image des tribunaux administratifs » (avec D. Bonmati), in *L'identité des tribunaux administratifs*, Colloque Toulouse 28-29 octobre 2013.

55. « Le cas de la France », table ronde in *Droit constitutionnel du vivant*, Colloque Toulouse, 8 novembre 2013, à paraître avec les actes du colloque, éd. Mare Martin, 2014.
56. « L'erreur de la justice vue du droit public », ILF-GERJC CNRS-UMR 7318, L'erreur en droit public, Vendredi 4 octobre 2013
57. « Solidarité et bioéthique », *Solidarité et droit public*, Organisation européenne de droit public, Spetses (Grèce), 12-16 septembre 2013.
58. « La distinction entre personne humaine et personnalité juridique », Colloque, « La notion de personne en droit public », Lyon, 31 mai 2013.
59. « Quelle lecture institutionnaliste du nouveau Conseil constitutionnel post-QPC », in Question sur la question n°3, De nouveaux équilibres institutionnels ?, Toulouse, 14 juin 2013.
60. « Le traitement contentieux de la santé au plan constitutionnel », in Constitutions et santé – Regards comparatifs », IMH-AFDC-AFDS-IDS, Paris Descartes, 17 juin 2013.
61. « Les biobanques : entre rareté et accès partagé aux ressources biologiques », Colloque, La santé publique à l'épreuve de la rareté, Colloque CERTAP, Université de Perpignan.
62. « "La querelle des "sources", vers la recombinaison des disciplines juridiques?", Colloque anniversaire du Lassp, IEP de Toulouse, "Entre sciences juridique et politique. Consensus et dissensus disciplinaires et intellectuels"
63. « La construction du concept de personne en droit », Workshop « Les concepts juridiques », Centre de théorie du droit, Université Aix-Marseille Paul Cézanne, 12 octobre 2012.
64. Participation à un débat avec Michel LEVINET, Professeur à l'Université Montpellier I et Patrick WACHSMANN, Professeur à l'Université de Strasbourg, animé par Jordane Arlettaz et Xavier Dupré de Boulois, Professeurs à l'Université Grenoble 2, *Grenoble, Jeudi 28 juin 2012*, sur le site de la revue des Droits fondamentaux : <http://webu2.upmf-grenoble.fr/rdlf/?p=2277>
65. 26 avril 2012, « L'exception en droit », journée d'études « L'exception », organisé dans le cadre des séminaires de l'Institut Universitaire de France sur l'interdisciplinarité (sous la responsabilité de Corinne Bonnet.
66. 1<sup>er</sup> juin 2012, « L'apparition timide du droit de la santé dans la QPC », in La QPC et ses acteurs, quelles tendances, IMH, Toulouse
67. « Le droit à la personnalité juridique », in La personnalité juridique, IFR Toulouse 1, 24-25 novembre 2011
68. « L'existence d'un standard de l'autonomie de l'individu », in Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ? Colloque organisé par l'ILF-GERJC, 17 et 18 novembre 2011
69. « L'enseignant dans l'amphithéâtre », in Etre enseignant-chercheur en droit public aujourd'hui », Grenoble, 16 septembre 2011.
70. « L'enseignement du droit constitutionnel et la QPC » in Question sur la Question, I, Le réflexe constitutionnel, IMH, 3 juin 2011. »

71. “La liberté de faire campagne”, in Faut-il adapter le droit des campagnes électorales ?, CERCP-IMH, 14 avril 2011
72. « Do androids need a status/ Faut-il un statut juridique pour les androïdes ? », in Robotique et médecine, Dir. Ch. Byk, A-M Duguet, I. Poirot-Mazères, Toulouse, mars 2011.
73. « The use of the notion of humanity in French law », Université VU d’Amsterdam, mars 2011.
74. « Synthèse de l’atelier « Crise(s) et dévoiements du droit », Colloque « Crise(s) et droit » de l’Institut Fédératif de la Recherche de l’Université Toulouse 1-Capitole.
75. Co-direction de l’atelier « Droit constitutionnel et sciences humaines », avec D. Schnapper et A-M. Le Pourhiet, Nancy, juin 2011.
76. « La gouvernance des biobanques », Colloque « Nouvelles techniques et droits de l’homme », Réseau Européen de Droits de l’Hommes, Limoges, 20 avril 2010.
77. « Droit naturel et droits fondamentaux ou l’art du Préambule », in Chartes et Déclarations aujourd’hui », Le Caire, AAAIDC, février 2010.
78. « Justice et démocratie, matières à Constitution ? », Colloque *Nouvelles questions sur la démocratie*, Sénat, sous la direction de B. Mathieu et D. Rousseau, décembre 2009.
79. « Le droit à la vie, approches constitutionnelles », Colloque *Le droit à la vie au sens de la Convention européenne des droits de l’homme*, Montpellier, IDEDH, sous la direction de M. Levinet et F. Sudre, novembre 2009
80. « La dimension disciplinaire de la distinction droit public-droit privé », Colloque *L’identité du droit public*, Toulouse, CERCP, sous la direction de X. Bioy, Juin 2009
81. « Le juge et l’apparence physique », Colloque *Juges et apparence*, Toulouse, TACIP, sous la direction de N. Jacquinot, mai 2009
82. « Constitution et risques liés au vivant », Colloque *Constitution et risques*, Lille, ICT, sous la direction de P. Mabaka, Octobre 2008
83. « Le concept de dignité », in La dignité et les juges en Europe, Paris I, sous la direction de L. Burgorgue-Larsen, 23 mai 2008
84. « Le concept de non-discrimination », in *La non-discrimination dans le Convention Européenne des Droits de l’Homme*, sous la direction de Frédéric Sudre, Montpellier IDEDH, novembre 2007.
85. « L’usage de l’idée de nature dans le droit constitutionnel », in *Le droit, de quelle nature ?*, sous la direction de Dominique Rousseau et Alexandre Viala, Montpellier I, CERCOP, mars 2007
86. « La détermination de la vie en droit public », colloque *La vie et le droit*, Colloque UT1-ICT, sous la direction de L. Rozès, 17 octobre 2007
87. "Constitution, vie privée et bioéthique", Cours dispensé à l’Académie Internationale de Droit Constitutionnel, Tunis, 11-15 juillet 2007.
88. « Notions et concepts en droit », colloque *Les notions juridiques*, Rouen, sous la direction de G. Tusseau, 21 septembre 2007



89. « Les agences régionales et le développement », colloque *La régionalisation au Maroc*, Fès (Maroc), Novembre 2006.
90. « La sixième : République des juges ? », colloque *Demain la sixième ?*, Toulouse, sous la direction de S. Mouton, CERCP, 7 avril 2006.
91. « L'identité de la personne devant le Conseil constitutionnel », atelier « Droits fondamentaux », dirigé par L. Burgorgue-Larsen et J. Pini, Congrès de l'Association Française de Droits Constitutionnel, Montpellier, juin 2005.
92. « La dignité, questions de principes », in *Justice, éthique et dignité*, Cinquièmes entretiens D'Aguesseau, sous la direction de H. Pauliat, Limoges, novembre 2004.
93. « Le libre développement de la personnalité », Contribution à l'atelier " Droits fondamentaux" dirigé par André Roux et Louis Favoreu du Vème Congrès de l'Association française des Constitutionnalistes, Toulouse les 6, 7 et 8 juin 2002.
94. « La loi d'orientation pour l'Outre-mer », Toulouse *La décentralisation*, sous la direction d'H. Roussillon, avril 2001.

### C. ACTIVITES LIEES A LA RECHERCHE

#### Administration de la recherche

(2008-2016) **Directeur de l'Institut Maurice Hauriou (EA 4657)** (co-direction avec le professeur I. Poirot-Mazères)  
 (2011-2015) **Directeur de l'Institut Fédératif de la Recherche « Mutation des normes juridiques »**  
 Dep. 2005 Chercheur associé au Laboratoire des Sciences Sociales du Politique – IEP Toulouse (EA 4715)  
 Coresponsable du groupe « UTELIB », Université Toulouse Libertés, qui se propose de publier en ligne des dossiers d'actualité relatifs au droit des libertés. Première parution en septembre 2016 du dossier relatif à l'affaire Vincent Lambert.

#### Direction de thèses

##### Thèses soutenues :

1. *L'abstention de la puissance publique et la garantie des libertés fondamentales* », préparée par M. Damien FALLON, Soutenue le 16 novembre 2012 (actuellement MCF à Poitiers)
2. *Biométrie et droit public*, préparée par M. Marc SZTULMAN, soutenue le 21 décembre 2015 (qualifié au CNU en 2017).
3. *Le Conseil Supérieur de la magistrature – Essai sur la représentation de l'autorité judiciaire*, Mme. Marie-Pierre LAPEYRE, soutenue le 13 décembre 2017 (n'a pas demandé la qualification, Ecole des avocats).
4. *La garantie des droits fondamentaux en droit processuel Haïtien*, préparée par Patrick PELISSIER, Magistrat à Port-au-Prince, Human Rights Officer/ Human Rights Section, MINUSTAH, soutenue le 20 octobre 2018.
5. *La séparation entre droit et morale. Analyse d'une thèse constitutive du positivisme juridique*, M. Marc COTTEREAU, 26 novembre 2018 (qualifié en 2019).
6. *Neurosciences et droits fondamentaux* préparée par Eve LANTUEJOUL (Doctorant contractuel) (codirection Pr. Jérémie Pariente, médecine), 10 mai 2021.

7. *Les biobanques - Propriété publique et ressources biologiques humaines*, préparée par Thibault COUSSENS (Doctorant contractuel), codirection Anne-Marie Duguet (Médecine), 17 mai 2021, (qualifié au CNU en 2022)
8. *Publicité et vie privée - Contribution à l'étude de la connaissance légitime sur les personnes*, Fabien Foucaud, 7 décembre 2021
9. *L'abus de droit fondamental* par Jonas GUILBERT, 23 décembre 2021, (Doctorant contractuel)
10. *Espaces publics et liberté. Contribution à l'étude de la spatialisation du droit*, 14 décembre 2022, préparée par Hugo AVVENIRE (Doctorant contractuel) (codirection Pr.M-C Jaillet, Géographie)

#### **Thèses en préparation :**

- *La notion de débat en droit public*, préparée par Thomas BERTRAND (Doctorant contractuel)
- *L'expérimentation législative et les libertés*, préparée par Jean-Philippe SURAUD (Doctorant contractuel), (codirection Pr Vincent Simoulin, sociologie)
- *Le concept de liberté de religion* préparée par Pierre JUSTON (ATER)
- *Le droit constitutionnel à la santé*, préparée par Bruno Ramdjee (Doctorant contractuel) (codirection Pr. Rémi Pellet, Paris V).
- *Le contrôle juridictionnel concret* par Thomas ESCACH-DUBOURG (Doctorant contractuel)
- *Le contrôle juridictionnel des actes d'administration de la justice* par France DAUMARIE (Doctorant contractuel)
- *La gouvernance des biotechnologies entre France et Union européenne* par Marie GLINEL (ATER) (codirection N. De Grove-Valdeyron, Droit)
- *Le collaborateur occasionnel du service public*, par Valentine VIGNE (Doctorant contractuel) (codirection P. Egéa, Droit)
- *Les droits fondamentaux du contribuable*, par Arnaud BONFORT, (codirection V. Dussart, Droit)

#### **Garant de deux HDR en cours :**

- M. Ioannis Panoussis (appréhension par les droits de l'Homme des risques environnementaux et sanitaires, thématiques de la vulnérabilité et du droit global)
- Mme. Julia Schmitz (droit pénitentiaire, institutions administratives indépendantes).

#### **Comités de lecture et de rédaction**

Membre du comité scientifique de la *Revue Générale de Droit Médical* (dep. 2021), Ed. Les Etudes Hospitalières.

Responsable de la veille jurisprudentielle en droit des libertés pour la revue *Actualité juridique Droit administratif* (Dalloz)

Membre du comité scientifique de *Jurisdoctoria. Revue doctorale de droit* (<http://www.jurisdoctoria.net/redaction.html>)

Membre du comité scientifique du *Journal international de bioéthique* (Ed. Eska)

Membre du comité scientifique de *Jurisdoctoria (revue doctorale de droit)* <https://www.jurisdoctoria.net/index.php/lequipe/> 2017

Membre du comité scientifique de *Scientia juris* (Revue juridique de la faculté de droit de Metz)  
<https://www.revuegeneraledudroit.eu/blog/source/scientiajuris/> 2014-

Membre du comité scientifique des éditions LICREGDI (Faculté de droit de Saragosse, Espagne),  
<http://laboratoriogestiondiversidad.unizar.es/COMITECIENTIFICO.htm> 2019-

Membre du jury de sélection des communications de la « Journée de la jeune recherche » de l'Association Française de Droit Constitutionnel (2012, 2013, 2014).

**Participation à des jurys de thèse et HDR**

1. Mme A. CHOUVET-LEFRANCOIS, La sanction répressive dans le droit français, Toulouse, 9 décembre 2006 ;
2. Mme JULIE KHALIL, Le corps humain à disposition, Toulouse, 9 JUIN 2008 ;
3. Mme Caroline FOULQUIER, "La preuve et le droit administratif", Toulouse, 6 décembre 2008.
4. M. J-Ch JOBART, « L'individualisme juridique en droit public », Toulouse, 2 décembre 2009
5. Mme. I. SOTO, « La démocratisation du système sanitaire », Aix, 8 décembre 2009
6. Mme. L. TUPIASSU-MERLIN, « Recherche sur le droit à un environnement sain ; Contribution de la fiscalité à sa réalisation : le cas brésilien », Toulouse, 15 décembre 2009
7. M. A. CARVAJAL, « La dignité de la personne humaine en droits français et colombien », Paris 1, 6 juin 2011
8. Mme. S. LAPORTE, « Le double visage des biotechnologies », Lille, 19 octobre 2011.
9. M. P. GIMENEZ, « Les associations de malades et d'usagers, d'un tiers-pouvoir à un contre-pouvoir au sein du système de santé », Toulouse 9 novembre 2011.
10. M. J-F KERLEO, « La transparence en droit public », LYON III, 5 octobre 2012.
11. Participation à des jurys d'Habilitation à diriger les recherches : Mme Sylvie TORCOL, Toulon, 18 novembre 2008.
12. M. N. NIVERT, *Intérêt général et droits fondamentaux*, La Réunion, 1<sup>er</sup> décembre 2012
13. Mme. L. MOHORADE, Le débat sur la *gestation pour autrui* lors de la seconde révision des lois de bioéthique françaises : d'un conflit de légitimités à une entreprise de légitimation, IEP de Bordeaux, 4 décembre 2012.
14. Mme. M. SCOLLO, Le droit au développement personnel au sens de la Convention européenne des droits de l'homme, Montpellier, 21 décembre 2012.

15. Université Paris 1, 27 mai 2013, Thi Hong NGUYEN, « La notion d'exception en droit constitutionnel français », Dir. B. Mathieu
16. MME. E. DELEAGE, *Les droits de la personne dans la doctrine de l'Eglise catholique*, Université Sorbonne nouvelle, 19 novembre 2013, Dir. A. Laquière.
17. M. HAKIM DAÏMALLAH, *La famille dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, Université Aix-Marseille, 7 décembre 2013.
18. Mme Émilie DEBAETS, « Le droit à la protection des données personnelles – Recherche sur un droit fondamental », Ecole de droit de la Sorbonne Paris 1, sous la direction de Bertrand Mathieu, le 26 novembre 2014
19. Mme Marie-Xavière CATTO, « Le principe d'indisponibilité du corps humain, limite de l'usage économique du corps, 1er décembre 2014 à l'Université Paris Ouest – Nanterre – La Défense, sous la direction de V. Champeil-Desplats.
20. M. Antoine CHARLOT LAURENT, « *Quotas par sexe et ultra-marins. Sens et portée d'une habilitation constitutionnelle* », Université de Cergy-Pontoise, 14 déc. 2015
21. Mme. Gaëlle LICHARDOS, « *La vulnérabilité en droit public – Pour l'abandon de la catégorisation* », Université Toulouse 1Capitole, 17 décembre 2015
22. « L'autodétermination de la personne », HDR Claire MARLIAC, Université de Clermont-Ferrand, 19 novembre 2015.
23. Mme. Margo BERNELIN, *Les sources du droit de la recherche biomédicale en France et au Royaume-Uni. Etude comparative du concept de légitimité*, Universités de Nanterre et de Kent, Dir. F. Bellivier et S. Glanert, 6 novembre 2017
24. M. Jimmy CHARRUAU, « *La notion de discrimination en droit public français* », Université D'Angers, 12 décembre 2017.
25. Mme. Nouara HOWARD, *La reconnaissance constitutionnelle d'un droit à la protection de l'identité numérique*, Thèse Université Aix-Provence (Dir. M. Fatin-Rouge-Stefanini), 29 juin 2018.
26. M. Nicolas CHAMBARDON, *L'identité numérique de la personne humaine : contribution à l'étude du droit fondamental à la protection des données à caractères personnel*, soutenue 27 novembre 2018 (Dir. E. Jaillardon, Lyon II).
27. Mme. Laurie MARGUET, *Le droit de la procréation en France et en Allemagne Etude sur la normalisation de la vie*, Thèse, Nanterre (Dir. S. Hennette-Vauchez), 5 décembre 2018.
28. *L'hybridation des régimes de propriété : entre déconstruction et refondation, un révélateur des modes de mutation des normes juridiques en droit public*, HDR Marjolaine MONOT-FOULETIER, Université Paris V – Descartes, 5 avril 2019.
29. M. Nicolas LAUZERAL, *La liberté d'objection*, Université Toulouse 1, 3 octobre 2019 (Dir. N. Jacquinot).

30. M. Romain PORCHER, *Ethique et normativité : l'éthique biomédicale et les droits fondamentaux aux sources du Droit*, 20 décembre 2019 (Dir. F. Vialla, Université Montpellier I).
31. Maxime MAURY, *Le but en droit public français*, 4 décembre 2020, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne (Dir. Etienne Picard).
32. Alice EL CHEIKH, *L'encadrement juridique de la prostitution*, Université de Franche-Comté, 17 décembre 2020 (Dir. Alexandre Ciaudo).
33. Anne-Laure YOUHNOVSKI SAGON, *Le droit de la vie humaine - Contribution à l'étude des relations entre la vie humaine et le droit*, Lyon III, (Ph. Blacher et B. Mathieu Dir.), 2 décembre 2021.
34. Julie MALATERRE, *La protection du patient hospitalisé en psychiatrie : quelles spécificités ?*, Dir. Sophie Théron, 20 juin 2022, Toulouse.
35. Marie ROTA, *HDR*, Traduire le droit des droits humains, Nancy, 19 octobre 2022, Rapporteur.
36. M. Florian GAILLARD, *Les entités religieuses dans les systèmes juridiques anglais, espagnol et français - Contribution à l'étude des relations entre les religions et l'État*, 21 décembre 2022, Bordeaux (dir. Alioune Badara Fall et Marta Franch I Sager).

### Organisation de colloques

1. 11 et 12 avril 2019, *Religions, Droits de l'homme et paix* (avec J. ANDRIANTSIMBAZOVINA et Ch. MENGES-LE PAPE)
2. 17 et 18 janvier 2019, *Libertés et répartition des compétences juridictionnelles*, Toulouse, colloque coorganisé avec E. DEBAETS et J. SCHMITZ.
3. 29 et 30 mai 2017, *Régulation publique des collections de ressources biologiques humaines en cancérologie*, Toulouse.
4. 24 mai 2016, Workshop 1, Programme « Tumor Banks », Patrimonialisation et valorisation des collections de ressources biologiques en cancérologie, UT1
5. 7 juin 2016, Workshop 2, Programme « Tumor Banks », Partage des collections de ressources biologiques en cancérologie, UT1
6. *Le Président de la Vème République et le libertés* – Paris, Institut de France, 23-24 février 2015, avec Centre Maurice Hauriou de Paris V Descartes.
7. *Droit constitutionnel et vivant – Bioéthique et environnement*, Toulouse 8 novembre 2013 (avec O. Cayla, EHESS)
8. *L'identité des Tribunaux administratifs* \_ Colloque anniversaire des soixante ans des Tribunaux administratifs, Toulouse, 28 et 29 octobre 2013, avec Ph. Terneyre, A. Rouyère, P. Idoux, H. Oberdorff, R. Moussaron.

9. Constitutions et santé – Regards comparatifs », IMH-AFDC-AFDS-IDS, Paris Descartes, 17 juin 2013.
10. Questions sur la Question, II, « Quel champ pour la QPC ? », IMH Toulouse I, 1<sup>er</sup> juin 2012
11. Tolérance et droit public, IMH Toulouse I, 29 mars 2012
12. La personnalité juridique, IFR Toulouse 1, 24-25 novembre 2011
13. Codirection de l'atelier « Droit constitutionnel et sciences humaine set sociales », Congrès de l'AFDC, Nancy, 2011.
14. Questions sur la Question, I, Le réflexe constitutionnel, IMH 3 juin 2011.
15. Faut-il adapter le droit des campagnes électorales ?, CERCP, 14 avril 2011
16. Parité et Egalité : une nouvelle approche de la démocratie, CERCP, 7 et 8 mars 2011.
17. Le droit au logement opposable en Haute-Garonne IEJUC-CERCP, 8 septembre 2010, Compte rendu de la recherche menée dans le cadre du contrat de recherche GRIDAUH-ministère du logement.
18. Justice et démocratie, Matières à Constitution ?, Toulouse, CERCP, octobre 2009.
19. L'identité du droit public, Toulouse CERCP, juin 2009.
20. Constitution et responsabilité, Toulouse, CERCP, 5-6 octobre 2007.  
 La liberté personnelle : une autre conception de la liberté ?, Colloque de Toulouse, CERCP, 17 mai 2005.  
 Les nouveaux objets du droit constitutionnel, Journée d'Etudes du Centre d'Etudes et de Recherches Constitutionnelles et Politiques, avril 2004.

### **Administration de la recherche**

Depuis 2016 : **Membre élu de la Commission de la recherche de l'UT1 Capitole** (président de la commission d'attribution des financements de la recherche, Bonus Qualité Recherche). Fonction d'assistance du Vice-président à la recherche comme **délégué du pôle Droit, Science politique, Economie, gestion de l'Université Fédérale de Toulouse** (auprès de la COMUE, Université Toulouse)

Depuis 2016 : **Membre élu du Conseil d'administration de l'Université Fédérale de Toulouse** (COMUE)

Depuis 2016 : Directeur de l'Axe de recherches « Puissance publique et droits fondamentaux de l'IMH » (organisation d'ateliers doctoraux, chroniques, colloques, conférences).

depuis 2015 : Membre du conseil scientifique de la Chaire Unesco *Santé sexuelle et Droits humains* (Dir. Pr. Thierry Troussier)

depuis 2018 : Membre du conseil scientifique de la Chaire Unesco *Ethique des sciences* (Dir. Dr. E. Rial-Sebbag)

2008-2016 : **Directeur de l'Institut Maurice Hauriou** (EA 1918) (co-direction avec le professeur I. Poirot-Mazères)

**Directeur de l'Institut Fédératif de la Recherche « Mutation des normes juridiques »** (actions de fédération de 9 équipes de juristes : groupes de travail, gestion des appels à projets, organisation et publication de colloques, collaboration avec équipes d'autres disciplines,...)

2008-2016 : Membre du Conseil de l'Ecole doctorale de droit et sciences politiques de Toulouse I

2007-2015 : Membre de la Commission scientifique de l'IEP de Toulouse

Directeur de mémoires (M2 Droit public général, Master Droit des Libertés, Master Ethique, IEP)

Evaluateur de projets, European Research Council (panel « Institutions, Values, Environment and Space ») (2021)

Evaluateur ANR (2009 et 2011).

Evaluateur des équipes de recherche AERES (2012, Paris V) et HCERES (2017, Strasbourg), (2019, Paris-Est Créteil).

Evaluateur pour l'Agence canadienne de la recherche (2012)

Evaluateur pour la Fondation Nationale de la Recherche scientifique (Belgique), 2017, 2018, 2019, 2020

Evaluateur Bourses Cifre pour l'ANRT (Agence Nationale Recherche Technologie – MESRI), 2020

Secrétaire général du Centre d'Etudes et de Recherches Constitutionnelles et Politiques (2003-2011)

Chercheur associé au Laboratoire des Sciences Sociales du Politique (IEP-Toulouse) depuis 2003

## **IV. ACTIVITES PEDAGOGIQUES**

### ***A l'université Toulouse-Capitole***

#### **Actuellement**

##### ***En présentiel :***

Droit constitutionnel, L1, sem. 1, UT1, depuis 2011 (37h)

Droits et libertés fondamentaux, L3, Droit, UT1 et Université Juridique Francophone (UNJF), depuis 2007

Science administrative, M1, Droit Public, UT1 (37h30), depuis 2007

Théorie des libertés, M2 Droit des libertés (15h), depuis 2016

Droits fondamentaux, IEJ Toulouse (Prépa CRFPA) (30h), depuis 2007

Liberté de religion, M2 Droit des libertés (10h), DU « Normes et religions » (8h)

Bioéthique et libertés, M2 Droit des libertés et M2 Ethique (25h), depuis 2007

Droit et Risque, M1 Ethique (40h), depuis 2016

Bioéthique et Union européenne (5 heures, DESAPS (Diplôme en Droit européen - Santé et Produits de Santé)), depuis 2019

##### ***En distantiel :***

Religions et grands systèmes de droit contemporains (DIU « Normes et religions »), depuis 2018

Droits et libertés fondamentaux, UNJF (Université Juridique Francophone), depuis 2007.

Droits et libertés fondamentaux, Formation ouverte à distance, UT1 depuis 2010.

Epistémologie du droit (UNJF), depuis 2018

### **Dans le passé**

Droit constitutionnel, M2 Droit public fondamental, UT1, 2007-2016 (15h)

Théorie et épistémologie du droit, Ecole doctorale UT1, 2007-2016 (10 h)

Droit administratif, L'acte unilatéral, L3 Droit (Formation à distance, UT1), depuis 2008

La protection européenne des droits de l'homme, IEP Toulouse, 4<sup>ème</sup> année (20h), depuis 2010

L'acte administratif unilatéral, Formation ouverte à distance, UT1 (2010-2017)

### **Dans d'autres universités**

Depuis 2009 : Droit des libertés fondamentales, Faculté libre de Droit, Institut Catholique de Toulouse (60h)

Depuis 2009 : Droit des libertés fondamentales, Cours Université Numérique Juridique Francophone (80 pages).

Depuis 2019 : Epistémologie du droit, Cours Université Numérique Juridique Francophone (50 pages).

Décembre 2022 : conférences à la « prépa-talents » Perpignan (5 heures)

2008-2018 : Droit administratif Général, L2, Faculté libre de Droit, Institut Catholique de Toulouse (38h)

2007-2020 : Droit constitutionnel, L1, Faculté libre de Droit, Institut Catholique de Toulouse (50h)

2010-2017 : Cours de « législation, éthique, déontologie » en Institut de Formation aux Soins Infirmiers, Toulouse Rangueil et Marchant et Ecole de la Croix-Rouge (40h)

En 2008 et 2009 : Droit constitutionnel du vivant, M2 Droit public fondamental, Montpellier I (15h)

Professeur invité à l'Université de Rome « La Sapienza », avril 2012 (conférences).

Professeur invité à l'Université Laval, Québec, novembre 2007 (20h), 2013 (20 h), 2020 (12h)

Mission d'enseignement en Droit constitutionnel, Université d'Essex (Royaume-Uni), octobre 2010 (10h), avril 2017 (8h)

Mission d'enseignement en Droit constitutionnel, Université de Jersey (2020, 12 h).

### **V. ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE et autres**

Depuis mai 2022 **Vice-Doyen de la Faculté de droit de Toulouse** (fonction distincte des assesseurs, sans mission affectée mais actif dans la réforme de la Faculté vers l'Ecole de droit, la création d'une équipe unique de recherche, l'organisation de différentes manifestations, la représentation de la Faculté...).

Depuis novembre 2019, **Membre titulaire du CNU**, section 02 (nommé)

Depuis 2017 : **Directeur du Diplôme Interuniversitaire « Normes et religions »**, Formation civique et laïque habilitée par le ministère de l'intérieur (formation des aumôniers). Responsabilité pédagogique du DIU en distantiel porté administrativement par UT1 Capitole en partenariat avec sept autres universités disposant d'un DU en présentiel.

Depuis 2016 : **Codirecteur du Master « Droit des libertés », UT1.**

Depuis 2008 : **Codirecteur du Master « Ethique – Soins et Recherche » (co-habilitation Faculté de droit, UFR Philosophie de l'Université Toulouse 2 et Faculté de médecine Université Toulouse 3).** Diplôme M1 et M2 Pluridisciplinaire.



2008-2011 : Membre du bureau de la section de droit public, Toulouse I-Capitole  
2009-2012 : Responsable pédagogique de la mention « Master Droit public »  
2008 - 2018 : Référent pour les Instituts de Formation en Soins Infirmiers du groupement Occitanie ouest (UE Législation, éthique, déontologie).

### **Expertises**

- 2015-2019 : **Vice-Président de la Commission des libertés de la mairie de Toulouse** (examen des plans de vidéoprotection, des textes relatifs à la consommation d'alcool, à la prostitution et à la marginalité)
- 2009-2017 : **Chargé de mission de l'Université Toulouse I auprès du Pôle de compétitivité Cancer-Bio-Santé**
- Depuis 2013 Membre du Conseil de l'Espace Régional d'Ethique de Midi-Pyrénées (EREMip), puis, depuis 2022, Vice-Président du **Conseil d'orientation de l'Espace Ethique Régional Occitanie** (Politique de diffusion des savoirs en Ethique, organisation des états généraux de la bioéthique 2018).
- 2011, Invitation par le Comité d'éthique de l'Inserm (sur le statut de l'embryon)

### **Comités de thèse pour d'autres Universités**

- 2020, Université de la Réunion, Agnès Vidot, Droit public, *Recherche sur l'absence de catalogue de droits fondamentaux dans la Constitution française du 4 octobre 1958*
- 2022, Université Bordeaux Montaigne, Hélène Cambrouse-Baron, Info-com, « *Ethos du numérique* »

### **Auditions**

- 2011, Audition par la Commission des affaires sociales du **Sénat** (Recherches sur l'embryon)
- 2019, Audition par le **Conseil d'Etat** (Projet de loi révision de la Loi Bioéthique)
- 2019, Audition **Assemblée Nationale** par la Commission spéciale de révision de la Loi Bioéthique

### **Réseaux de recherche et associations savantes**

- Depuis 2010 membre du Groupement de Recherche « NOST » ("Normes, Sciences et Techniques")
- Depuis 2011, **Membre du bureau d'EPLO** (European Public Law Organization – Athènes)
- 2016-2022, Vice-Président de l'Académie Internationale de Droit constitutionnel (Tunis)
- Depuis 2008 : **Membre du Conseil d'administration et du Conseil scientifique de l'Association Française de Droit Constitutionnel**

- Depuis 2020, **Membre de l'Association française de droit de la santé**
- Depuis 2022, **Membre de l'Association Henri Capitant**
- Depuis 2022, **Membre de l'Association Française de droit administratif**

### **Jurys d'examen, de concours ou de prix**

- **Membre du jury d'administrateur-adjoint de l'Assemblée Nationale (janvier 2023).**
- **Membre de comités de sélection : Toulouse (plusieurs fois en 02 mais aussi MCF en Espagnol Lansad et repyramidage Infocom), Montpellier (2009), Nantes (2017), Bordeaux (2020)**
- 2007-2011 et 2017 à 2022 : Membre du **jury du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA)**, Ecole des avocats Sud-ouest-Pyrénées, Président du jury en 2021 et 2022.
- 2012 : Correcteur spécialisé pour le premier concours de **l'Ecole Nationale de la Magistrature.**
- Depuis 2013 (4 éditions) : Membre du jury du **prix de Thèse « Jean Rivero pour le droit des libertés»**, Association Française pour la recherche en Droit Administratif et Association Française de Droit constitutionnel (env 12 thèses évaluées)
- 2020, Membre du jury du prix de thèse du **Collectif pour l'unité du droit (CLUD)** (5 thèses évaluées)
- 2012-2016 : Président du jury des **prix de Thèse de l'IFR « Mutation des normes juridiques »**

### **Divers :**

- Langues : anglais, espagnol (niveau intermédiaire)
- Secouriste du travail

### **A paraître**

1. « Santé et liberté, duo ou duel ? », *RDSS*, 2023, p.
2. *La loi de bioéthique 2021*, Actes du colloque de Toulouse, avec E. Rial-Sebbag et M. Clanet, *Journal international de bioéthique*, 2023.
3. Entrées « Bioéthique », in *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires*, J-F Kerlo et E. Lemaire (Dir.), LexisNexis, 2024.
4. « Accessibilité et handicap », in « Handicap et droit », sous la direction de Sarah Torricelli-Chrifi et Bérénice De Bertier-Lestrade, Lextenso, 2023.
5. « Une lecture herméneutique du droit et de la théorie juridique : à propos de Paul Ricœur », in *Traité de théorie du droit*, sous Dir. M. Carpentier (coécrit avec Th. Dubourg).
6. "Health crises, a utilitarian perspective", in *Research Handbook on Law and Utilitarianism*, sous dir. G. Tusseau, Elgar ed., 2023.

7. « La vulnérabilité, limite à l'autonomie juridique du patient ? » in *L'autonomie en santé au prisme de l'universalisme et des cultures*, Chaire UNESCO "Éthique, Science et Société", *Journal International de bioéthique*, 2023.
8. Réadmission des familles françaises de djihadistes, entre obligation de protéger et réalisme, note sous CEDH, GC, H.F. et autres c. France, req. nos 24384/19 et 44234/20 (avec J. Schmitz), *AJDA* 2023.
9. « Quel avenir pour les objections de conscience des soignants, entre résistance et résilience ? », Colloque national annuel des espaces éthiques régionaux, CCNE, *L'éthique entre résistance et résilience*, 12-14 octobre 2023, Limoges
10. « Comment enseigner dans un Etat laïc ? », Colloque *La laïcité, limite à la liberté de religion ?*, Poitiers, Céline Lageot et Fabien Marchadier, 17 oct. 2022.
11. « Patrimoine et bioéthique », Colloque *Droits et patrimoines*, Cécile Regourd (Dir.), Grenoble 16 novembre 2022.
12. « Le droit à la vie, fantôme du droit constitutionnel français », *Mélanges Anne-Marie Le Pourhiet*, Presses Universitaires de Rennes, 2023.
13. « Les clauses de conscience des soignants », *Mélanges Bertrand Mathieu*, LGDJ, 2023.
14. « Donner la personnalité juridique à la mer Méditerranée ? », Colloque *Droit(s) de la mer Méditerranée*, Naples, 13-14 oct. 2022.
15. « Existe-t-il un principe de liberté dans notre droit ? », Colloque *La liberté, études théologiques et juridiques*, 14-16 juin 2022, Dir. Ch. Menges-Le Pape, Montauban.